

Plan Local d'Urbanisme



Pibrac

Déclaration de Projet emportant Mise en compatibilité

approuvée par délibération du 12/12/2024

0 - Documents relatifs à la procédure

- Arrêtés, délibérations, ...



toulouse
métropole

Toulouse Métropole

6, Rue René Leduc - B.P. 35 821

31505 Toulouse Cedex 5

t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01

www.toulouse-metropole.fr

Délibération n°DEL-24-0731

Pibrac - Réduction d'un Espace Boisé Classé (EBC) afin d'aménager un carrefour sécurisé au croisement des routes métropolitaines M24 (Route de Lévis) - M24c (Chemin de la Chauge) : déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de PIBRAC et autorisation de demande de défrichement

L'an deux mille vingt-quatre le jeudi douze décembre à neuf heures vingt-trois, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Caravelle - Centre de Congrès Pierre Baudis - Toulouse.

Participants

Afférents au Conseil :	133
Présents :	107
Procurations :	23
Date de convocation :	06 décembre 2024

Présents

Aucamville	M. Gérard ANDRE, Mme Roseline ARMENGAUD
Aussonne	M. Michel BEUILLE, Mme Sylvie LLOUBERES
Balma	Mme Sophie LAMANT, M. Frédéric LEMAGNER, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beaupuy	M. Marc FERNANDEZ
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	M. Pascal BOUREAU, M. Joseph CARLES, Mme Bernadette GUERY, M. Jean-Michel MAZARDO
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	Mme Sophie BOUBIDI, M. Patrick JIMENA, M. Thomas LAMY, Mme Josiane MOURGUE, M. Franck RIBEYRON, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET, M. Pierre VERNIOL
Cugnaux	M. Thomas KARMANN, Mme Marie-Hélène ROURE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Thierry DUHAMEL
Flourens	Mme Marion RIVOIRE
Fonbeauzard	M. Robert GRIMAUD
Gagnac-sur-Garonne	M. Patrick BERGOUIGNOUX
Gratentour	M. Patrick DELPECH
Launaguet	Mme Patricia PARADIS, M. Michel ROUGE
Mondonville	Mme Véronique BARRAQUE ONNO
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Montrabé	M. Jacques SEBI
Pibrac	Mme Brigitte HILLAT, M. Honoré NOUVEL
Pin-Balma	M. Gil BEZERRA
Saint-Alban	M. Alain SUSIGAN
Saint-Jean	M. Bruno ESPIC, Mme Céline MORETTO
Saint-Orens	Mme Dominique FAURE, M. Serge JOP
Seilh	M. Didier CASTERA
Toulouse	Mme Fella ALLAL, M. Christophe ALVES, Mme Françoise AMPOULANGE, Mme Patricia BEZ, Mme Michèle BLEUSE, M. Jean-Jacques BOLZAN, M. Jean-Paul BOUCHE, M. Maxime BOYER,

	M. Sacha BRIAND, Mme Hélène CABANES, M. François CHOLLET, M. Gaëtan COGNARD, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, M. Aymeric DEHEURLES, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Cécile DUFRAISSE, M. Jonhny DUNAL, M. Jamal EL ARCH, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Isabelle FERRER, M. Vincent GIBERT, Mme Isabelle HARDY, Mme Caroline HONVAULT, Mme Valérie JACQUET VIOLLEAU, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Pierre LACAZE, M. Djillali LAHIANI, Mme Annette LAIGNEAU, Mme Marion LALANE- DE LAUBADERE, M. Jean-Michel LATTES, Mme Marine LEFEVRE, Mme Hélène MAGDO, Mme Souhayla MARTY, M. Antoine MAURICE, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Nicolas MISIAK, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Claire NISON, Mme Gnadang OUSMANE, M. Philippe PERRIN, Mme Julie PHARAMOND, Mme Agnès PLAGNEUX BERTRAND, M. Jean-François PORTARRIEU, M. Clément RIQUET, Mme Agathe ROBY, M. Daniel ROUGE, M. Thierry SENTOUS, M. Bertrand SERP, Mme Nadia SOUSSI, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Nicole YARDENI
Tournefeuille	M. Patrick CHARTIER, Mme Corinne CURVALE, M. Dominique FOUCHIER, Mme Corinne GINER, M. Laurent SOULIE
Villeneuve-Tolosane	Mme Agnès BENOIT-LUTMAN, M. Romain VAILLANT

Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
Mme Danielle PEREZ	Pascal BOUREAU
M. Thierry ZANATTA	Jacques SEBI
M. Philippe PLANTADE	Frédéric LEMAGNER
M. Arnaud SIMION	Karine TRAVAIL-MICHELET
Mme Dalila COUSIN	Véronique BARRAQUE ONNO
M. Alain TOPPAN	Didier CASTERA
Mme Ana FAURE	Marie-Hélène ROURE
M. Albert SANCHEZ	Pierre VERNIOL
M. Alain ALENCON	Corinne CURVALE
M. Marc PERE	Agathe ROBY
M. Victor DENOUVION	Vincent GIBERT
Mme Caroline ADOUE-BIELSA	Souhayla MARTY
M. Olivier ARSAC	Pierre ESPLUGAS-LABATUT
Mme Maroua BOUZAIDA	Maxime BOYER
M. François BRIANÇON	Céline MORETTO
M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE	Jean-Paul BOUCHE
Mme Christine ESCOULAN	Christophe ALVES
M. Francis GRASS	Julie PHARAMOND
M. Maxime LE TEXIER	Caroline HONVAULT
Mme Odile MAURIN	Aymeric DEHEURLES
Mme Brigitte MICOULEAU	Laurence KATZENMAYER
Mme Julienne MUKABUCYANA	Françoise AMPOULANGE
Mme Nina OCHOA	Nicole MIQUEL-BELAUD

Conseillers excusés

Aigrefeuille	M. Christian ANDRE
L'Union	Mme Brigitte BEC
Quint-Fonsegrives	M. Jean-Pierre GASC

Délibération n° DEL-24-0731**Pibrac - Réduction d'un Espace Boisé Classé (EBC) afin d'aménager un carrefour sécurisé au croisement des routes métropolitaines M24 (Route de Lévernac) - M24c (Chemin de la Chauge) : déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de PIBRAC et autorisation de demande de défrichement****Exposé****I. Rappel du projet d'intérêt général**

Toulouse Métropole porte le projet de réalisation d'un giratoire à l'intersection des routes métropolitaines M24 (route de Lévernac) et M24c (chemin de la Chauge). Cet aménagement a pour but de sécuriser l'accès vers la commune de Brax et la traversée des modes doux de la M24. Ce projet avait été amorcé dès les années 2010 par le Département de la Haute-Garonne alors gestionnaire de l'infrastructure. Il a par la suite été poursuivi par Toulouse Métropole lors de la reprise des anciennes routes départementales (RD) dans le domaine métropolitain. Ce projet était alors compatible avec le Plan Local d'Urbanisme Inter-communal et Habitat (PLUi-H) de la métropole toulousaine, un emplacement réservé ayant été intégré aux fins de réalisation de ce giratoire.

L'annulation du PLUi-H a entraîné le retour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Pibrac. Pour réaliser le projet prévu dans le cadre de ce PLU, une démarche spécifique liée à la présence formelle d'un Espace Boisé Classé (EBC) est nécessaire.

Les arbres présents dans cet espace boisé classé présentent un faible intérêt écologique. La végétation actuelle se compose essentiellement d'acacias, espèce endémique qui se développe naturellement et ne présente pas un caractère remarquable.

Ainsi, Toulouse Métropole a engagé une procédure de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Pibrac afin de permettre la réalisation de ce projet dans le cadre d'une procédure de Déclaration de Projet, en accord avec l'article L 300-6 du Code de l'urbanisme, affirmant ainsi l'intérêt général de l'aménagement.

L'unique objet de la mise en compatibilité du PLU est la réduction d'espaces boisés classés sur deux secteurs de part et d'autre de la M24, à l'angle de la M24c.

La présente délibération vise à adopter la Déclaration de projet concernant l'aménagement du giratoire emportant approbation de la Mise en Compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac.

II. Rappel de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU**Avis de l'Autorité Environnementale**

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale Occitanie de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement selon l'article R. 122-6 du Code de l'environnement, a examiné la demande d'avis conforme dans le cadre d'un examen au cas par cas pour le dossier n° 2023-012644 concernant la déclaration de projet emportant mise en compati-

lité du PLU pour l'aménagement d'un carrefour à Pibrac (31), déposée par Toulouse Métropole et reçue le 12 décembre 2023.

La MRAe a rendu un avis conforme en date du 25 janvier 2024 et a dispensé le projet d'une évaluation environnementale car le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

Toulouse Métropole, par délibération en date du 4 avril 2024, a confirmé l'avis conforme de la MRAe et a décidé de ne pas soumettre le dossier à évaluation environnementale.

Examen conjoint des personnes publiques associées

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées et consultées qui s'est déroulée le 29 mars 2024, conformément à l'article L.153-54 2° du code de l'urbanisme. Ont été représentées à cette réunion, les Communes intéressées de Brax et Pibrac en présence de Toulouse Métropole. La Direction Départementale des Territoires et Tisséo ont transmis des observations en amont de la réunion pour rappeler les obligations en matière d'autorisation de défrichement et de cahier des techniques à respecter pour les travaux. La Chambre d'Agriculture, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la Région Occitanie, le Conseil Départemental, la SNCF, le Smeat et la Communauté de Communes Grand Ouest ont transmis des avis favorables ou ont indiqué ne pas avoir d'observation à formuler.

Le Procès-Verbal de la réunion d'examen conjoint a été joint au dossier d'enquête.

III. Enquête publique

Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, composé des pièces administratives, de l'exposé de ses motifs, du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, de l'avis émis par l'autorité environnementale, a été soumis à l'enquête publique pendant une durée de 24 jours consécutifs, du mardi 4 juin 2024 au jeudi 27 juin 2024. La publicité de l'enquête publique été réalisée conformément aux textes en vigueur.

Durant l'enquête :

- Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales lors de trois permanences,
- Le public a pu présenter ses observations et propositions sur un registre dématérialisé, un registre papier ; par courrier électronique ou par voie postale.

24 contributions ont été déposées lors de l'enquête : une observation écrite a été déposée dans le registre d'enquête disponible en Mairie de Pibrac et 23 observations ont été déposées dans le registre numérique.

L'analyse des observations fait apparaître une unanimité concernant la dangerosité du carrefour actuel. Quelques solutions alternatives à l'aménagement d'un carrefour giratoire sont évoquées mais dans l'ensemble les contributeurs sont favorables au giratoire tout en demandant des aménagements piétonniers et cyclistes pour franchir le giratoire et au-delà pour rejoindre le centre-ville de Pibrac, de Brax, le Lycée de Pibrac...

Le rapport d'enquête

En date du 29 juillet 2024, le commissaire enquêteur a communiqué à Toulouse Métropole son rapport d'enquête comprenant ses conclusions et avis motivé.

Dans ses conclusions, le commissaire enquêteur émet un « AVIS FAVORABLE à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Pibrac, pour la réduction d'espaces boisés classés, afin de permettre la réalisation d'un giratoire au croisement des routes métropolitaines M24 et M24c. »

Cet avis est assorti de la réserve suivante :

« Compte tenu de la dangerosité avérée de ce carrefour et du surcroît de sécurité que gagneront les cyclistes à utiliser le trottoir sud-ouest (alors qu'il est réservé aux seuls piétons), le commissaire enquêteur a pour avis d'élargir ledit trottoir et d'en affecter une partie à la circulation des cyclistes pour les protéger des usagers motorisés avant de traverser

la route M24, ou à défaut d'un trottoir, de réaliser une bande mixte piétons/cycles physiquement séparée de la chaussée. »

IV. Les réponses du Maître d'ouvrage au rapport d'enquête

Le Maître d'Ouvrage lève cette réserve.

Le sud-ouest du giratoire sera sécurisé par l'aménagement d'une voie verte de largeur 2,50m afin de permettre une circulation mixte des modes actifs (au lieu du trottoir de 2m initialement prévu).

Une lisse bois séparera la voie verte de la chaussée afin de protéger les piétons et les cycles des usagers motorisés.

Une traversée pour les cyclistes sera matérialisée en complément du passage piéton traversant la M24 afin de permettre de connecter en toute sécurité le chemin de la Chauge et le chemin de Brax longeant la voie ferrée.

Cette évolution du plan d'aménagement n'a pas d'incidence sur la réduction d'espace boisé classé objet de la présente procédure de mise en compatibilité.

V. La déclaration de projet

Conformément à l'article L 153-58 du Code de l'urbanisme, et compte tenu de l'importance de ce projet pour la collectivité, Toulouse Métropole a décidé d'en faire valoir l'intérêt général par une déclaration de projet pour les motifs suivants :

- Le carrefour des routes métropolitaines M24 (route de Lévis) et M24c (chemin de la Chauge) est dangereux : vitesse excessive, manque de visibilité, absence de tourne à gauche, démarrage en côte en venant de Brax, absence d'aménagement en faveur des modes doux, absence d'éclairage... Ce constat est partagé par Toulouse Métropole, les communes de Pibrac et de Brax, mais également par les usagers et le commissaire enquêteur comme cela a été exprimé lors de phase d'enquête publique. Le projet porté par Toulouse Métropole de réalisation d'un carrefour giratoire à cette intersection a pour objectif principal de sécuriser cette intersection. Le choix d'un carrefour giratoire est le plus pertinent au regard des contraintes topographiques du site, et son enclavement entre deux ouvrages d'art (au-dessus des voies ferrées et au-dessus du Courbet) qui limitent les emprises d'aménagement. L'aménagement proposé consiste ainsi en la réalisation d'un giratoire de rayon extérieur 15m avec un anneau de 7m.
- Le flux piéton et cycle prédominant sur ce carrefour se situe entre la M24c, chemin et de la Chauge, et le chemin de Brax longeant la voie ferrée. Au regard de la réserve formulée par le commissaire enquêteur, Toulouse Métropole a fait évoluer son projet. L'aménagement du giratoire intègre à présent la réalisation d'une voie verte de largeur 2,50m au sud-ouest du giratoire qui pourra être utilisée tant par les piétons que par les cycles, et d'une traversée piétonne et cyclable au niveau de la M24 afin de sécuriser cet itinéraire pour les piétons et les cyclistes.
- Pour les autres mouvements cyclables, au regard de l'absence des continuités cyclables en amont et en aval de la zone du projet, les cycles sont encouragés à rester sur la chaussée. La réduction de vitesse et la visibilité apportées par la création du giratoire améliorera également la sécurisation des cycles sur cette intersection.

Par ailleurs Toulouse Métropole travaille activement au choix de l'itinéraire du Réseau Express Vélo n°10 qui doit connecter les communes de Pibrac et Brax par la mise en place d'un aménagement dédié et sécuritaire à moyen terme. Cet itinéraire sera à terme à privilégier par les cyclistes pour relier ces deux communes.

Le projet de réalisation de ce giratoire impacte 0,13 ha d'espaces boisés classés. Afin de compenser cet impact, le projet s'accompagne d'un aménagement paysager aux abords et au niveau de l'anneau du giratoire. Les espaces qui seront plantés seront plus diversifiés et adaptés au climat toulousain.

La mise en place d'un éclairage doit compléter l'aménagement. Le dispositif sera adapté aux enjeux du secteur (sécurité mais également environnement).

Ainsi considérant que le projet de réalisation d'un giratoire apportera les effets positifs suivants :

- meilleur écoulement du trafic,
- meilleure lisibilité du carrefour,
- sécurisation des mouvements tournant depuis/vers la commune de Brax, notamment amélioration et sécurisation de l'insertion des transports en commun et véhicules de service,
- ralentissement de la vitesse en approche du giratoire,
- amélioration du maillage et de l'accessibilité pour les modes actifs,
- raccordement du chemin rural de Brax (dessertes agricole, forestière, randonnée...),
- sécurisation des cycles par une meilleure visibilité, diminution des vitesses en approche de ce carrefour giratoire et éclairage du carrefour,
- aménagement paysager des abords de l'opération.

Et que ces effets positifs, en terme de sécurité routière notamment, compensent largement les effets négatifs (réduction d'espaces boisés classés et coûts d'investissement), Toulouse Métropole affirme que la réalisation de ce giratoire apporte une amélioration substantielle des conditions de sécurité pour tous les usagers, et présente ainsi un caractère d'intérêt général justifiant la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Pibrac.

Toulouse Métropole reconnaît, dans le cadre de la présente délibération, l'intérêt général de l'opération, par la présente déclaration de projet.

VI. La Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole – commune de Pibrac

Suite à l'enquête publique, la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole – commune de Pibrac, est adoptée.

La Mise en Compatibilité va modifier des pièces du dossier du PLU de Toulouse Métropole, commune de Pibrac de la manière suivante :

- adaptation du document graphique du règlement (pièce 4.2 : plan au 1 :5000e) : modification de l'Espace Boisé Classé (EBC) au croisement des routes M24 et M24c.

VII. Conclusions

Compte tenu des éléments précités, il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'adopter la Déclaration de Projet concernant l'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection des routes M24 – M24C emportant approbation de la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac telle que jointe en annexe. Le plan d'aménagement est modifié pour lever la réserve du commissaire enquêteur, sans autre incidence sur le document d'urbanisme de la commune de Pibrac.

De plus, la modification des Espaces Boisés Classés (EBC) nécessaire au projet se traduit par l'abattage d'arbres dont la superficie est inférieure à 0.5 hectare.

Conformément à l'article R 341-1 du Code Forestier, Toulouse Métropole doit déposer aux services de la Direction Départementale des Territoires de Haute-Garonne, un dossier d'autorisation de défrichement.

VIII. Annexes à la présente délibération

- Rapport des conclusions de l'enquête,
- Note explicative sur la réserve,
- Dossier approuvé.

Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 153-54 à 59 et suivants et R. 153-15 à 17,

Vu le Code Forestier,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole – commune de Pibrac, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 8 avril 2003, modifié par délibérations du Conseil Municipal du 27 juillet 2006, du 8 mars 2007, et par délibérations du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2013, du 29 juin 2017, et du 22 juin 2023, révisé de manière simplifiée par délibération du Conseil Municipal du 8 mars 2007 et par délibérations du Conseil de Communauté du 09 juillet 2009, et mis en compatibilité par délibération du Conseil de Communauté le 18 décembre 2014 et par arrêté préfectoral du 02 avril 2015,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 suite à l'annulation du PDU approuvée le 7 février 2018,

Vu l'avis conforme de la MRAe en date du 25 janvier 2024,

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du 29 mars 2024,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole DEL-24-0012 du 4 avril 2024 confirmant l'avis de la MRAe et décidant de poursuivre la procédure de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac sans la soumettre à évaluation environnementale,

Vu l'arrêté de Toulouse Métropole AGT 24-0125 en date du 13 mai 2024 portant ouverture de l'enquête publique,

Vu l'enquête publique, les registres d'enquête publique, le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable assorti d'une réserve,

Vu la délibération d'avis favorable prise par la commune de Pibrac en date du 15 octobre 2024,

Vu l'exposé des motifs évoqués ci-dessus,

Vu l'avis favorable de la Commission Voirie du mardi 12 novembre 2024,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1

De confirmer d'intérêt général le projet de giratoire à l'intersection des routes métropolitaines M24 (route de Légnac) et M24c (chemin de la Chauge) à Pibrac et d'adopter la déclaration de projet relative à ce projet emportant mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac, pour la réduction d'espaces boisés classés, telle que jointe à la présente délibération. Le plan d'aménagement est modifié pour lever la réserve du Commissaire Enquêteur.

Article 2

De prendre en compte les propositions de réponse précitées à la réserve émise par le Commissaire Enquêteur.

Article 3

De prononcer la Déclaration de projet au titre de l'article L153-58 du Code de l'Urbanisme, valant mise en mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac,

pour la réduction d'espaces boisés classés afin de permettre la réalisation d'un giratoire à l'intersection des routes métropolitaines M24 (route de Légnac) et M24c (chemin de la Chauge).

Article 4

D'autoriser Monsieur le Président à déposer une demande d'autorisation de défrichement auprès de la Direction Départementale des Territoires de Haute-Garonne aux fins de réalisation du giratoire à l'intersection des routes métropolitaines M24 (route de Légnac) et M24c (chemin de la Chauge).

Article 5

D'informer que la présente délibération fera l'objet, en application des dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-2 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage au siège de Toulouse Métropole – 6, rue René Leduc, BP 35821 Toulouse cedex 5 – et en mairie de Pibrac, durant un mois et d'une insertion dans un journal diffusé dans le département.

Article 6

D'indiquer que la publication de la présente délibération et du PLU mis en compatibilité s'effectue sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L. 133-1 selon les modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

Article 7

De préciser que la présente délibération sera exécutoire de plein droit après l'accomplissement des mesures de publicité et d'affichage réglementaires et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 8

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes afférents.

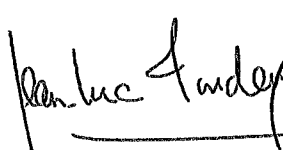
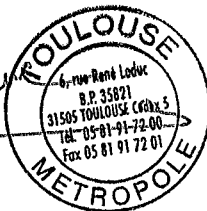
Résultat du vote :

Pour	113
Contre	0
Abstentions	16 (Mmes HONVAULT, MAGDO, HARDY, ROBY, CABANES, BLEUSE, BOUBIDI, MM. PERRIN, MAURICE, LE TEXIER, CUIJVES, DEHEURLES, EL ARCH, CHARTIER, KARMANN, PERE.)
Non participation au vote	1 (Mme MAURIN.)

Publié le : 18 DEC. 2024

Reçu à la Préfecture le 18 DEC. 2024

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,

Jean-Luc MOUDENC

**DEPARTEMENT
DE LA
HAUTE-GARONNE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE PIBRAC**

Séance du 15 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre le 15 octobre à 18h30, le Conseil municipal de la commune légalement convoqué s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Camille POUPONNEAU, Maire.

Étaient présents : Camille POUPONNEAU – Benoît RABOT – Laurence DEGRAS – Honoré NOUVEL – Brigitte HILLAT – Franck DUVALEY – Denise CORTIJO – Miguel PAYAN – Fanny PRADIER – Gilbert FACCO – José SALVADOR – Nathalie FAYE – Nathalie CROSTA – Nicolas DELPEUCH – Laurence TARQUIS – Guillaume BEN – Marion JOUAN RENAUD – Benoît BEAUDOU – Bruno COSTES – Gilles ROUX – Odile BASQUIN.

Ayant donné pouvoir : Denis LE BOT à Brigitte HILLAT – Corine DUFILS JUANOLA à Miguel PAYAN – Romuald BEAUVAIS à Laurence TARQUIS – Rachel MOUTON à Denise CORTIJO – Béatrice LACAMBRA ROUCH à Fanny PRADIER – Nathalie NICOLAÏDES à Gilles ROUX.

Étaient absents : Yann KERGOURLAY – Didier KLYSZ

Secrétaire de séance : Marion JOUAN RENAUD

Était présente sans voix délibérative : Léopoldine THERY, Directrice générale des services

Date de la convocation : 4 octobre 2024

Nombre de membres en exercice : 29

Quorum minimum : 15

Nombre de présents : 21

Nombre de pouvoirs : 6

Nombre d'absents : 2

Nombre de votants : 27

Vote :

Pour : 27	Contre : 0	Abstention : 0	NPPV : 0
-----------	------------	----------------	----------

8 Domaines de compétences par thèmes

8.4 Aménagement du territoire

Délibération n° 202410DEAC79 "URBANISME"

Objet : Avis sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU

Exposé

Toulouse Métropole a décidé de mettre en œuvre une procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme applicable sur la commune de Pibrac, afin de permettre la réalisation d'un carrefour giratoire au croisement des routes métropolitaines M24 (route de Légnac) et M24c (chemin de la Chauge).

Ce projet avait été amorcé dès les années 2010 par le Département de la Haute-Garonne alors gestionnaire de l'infrastructure. Il a par la suite été poursuivi par Toulouse Métropole lors de la reprise des anciennes routes départementales (RD) dans le domaine métropolitain. Ce projet était alors compatible avec le PLUi-H de la métropole toulousaine approuvé en 2019, un emplacement réservé ayant été intégré aux fins de réalisation de ce giratoire.

L'annulation du PLUi-H en 2021 a entraîné le retour du PLU de Toulouse Métropole, commune de Pibrac. Pour réaliser le projet prévu dans le cadre de ce PLU, il est par conséquent nécessaire d'engager une démarche spécifique liée à la présence d'un Espace Boisé Classé (EBC).

Ainsi, Toulouse Métropole a engagé une procédure de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Pibrac afin de permettre la réalisation de cet aménagement dans le cadre d'une procédure de Déclaration de Projet. L'unique objet de cette procédure est la réduction d'EBC sur deux secteurs de part et d'autre de la M24, à l'angle de la M24c.

Le PLUi-H en cours d'élaboration et dont le projet a été arrêté par le Conseil Métropolitain du 20 juin 2024, est compatible avec cet aménagement. Toutefois, l'approbation de ce futur document prévue fin 2025 ne permet pas de démarrer les travaux rapidement. La procédure de Déclaration de Projet prévue par les articles L.300-6 et R.153-15 à R.153-17 du code de l'urbanisme a donc été mise en œuvre afin d'y remédier.

Une enquête publique s'est tenue du 4 au 27 juin 2024, qui a donné lieu à la rédaction d'un rapport d'enquête par le commissaire-enquêteur, M. Gérard Bellecoste, qui a souligné la dangerosité du carrefour actuel, le bon accueil du projet par le public et l'intérêt général que constitue l'aménagement d'un carrefour giratoire sur ce site en donnant un avis favorable.

Il a toutefois émis une réserve concernant l'absence d'aménagement cyclable dédié dans le projet d'aménagement. En réponse à cette réserve Toulouse Métropole a indiqué que le Réseau Express Vélo n°10, prévu pour relier les communes de Brax et Pibrac sur un itinéraire sécurisé, est en cours de définition. Différentes variantes du tracé sont à l'étude, mais elles ne passeraient pas par le carrefour M24/M24c. L'itinéraire retenu sera à privilégier par les cyclistes pour relier les deux communes. Il y aura par conséquent peu de trafic cycliste au niveau de ce giratoire, qui pourra circuler de manière plus sécurisée qu'aujourd'hui sur la chaussée.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de Pibrac d'émettre un avis favorable sur la Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU.

Décision

Le Conseil Municipal de Pibrac,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-54 à L153-59, R. 153-15 à R. 153-17,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 04 avril 2024 poursuivant la procédure de déclaration de projet suite à l'avis conforme de la MRAE,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole – commune de Pibrac, approuvé par délibération du 8 avril 2003 et dont la 5^e modification a été approuvée par délibération du 22 juin 2023,

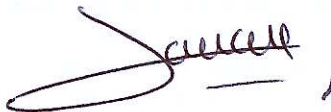
Vu le rapport du commissaire enquêteur n°EPGB052,

Entendu l'exposé présenté ci-dessus, après en avoir délibéré :

DECIDE

- D'EMETTRE un avis favorable sur la Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole – commune de Pibrac.
- DE DIRE que la présente délibération, sera affichée durant 1 mois à la Mairie de Pibrac.
- DE RAPPELER que la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

La Secrétaire de séance,
Marion JOUAN RENAUD



Le Maire,
Camille POUPONNEAU





Urbanisme

**ARRÊTÉ PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA
DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN
LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE METROPOLE, COMMUNE DE
PIBRAC POUR UN PROJET D'AMENAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE
SECURISE AU CROISEMENT DES ROUTES METROPOLITAINES M24 (Route de
Lévignac) et M24c (Chemin de la Chauge)**

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.300-6, L153-54 à L153-59, R104-28 à R104-32 et R153-8 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 8 avril 2003, modifié par délibérations du Conseil Municipal du 27 juillet 2006, du 8 mars 2007, et par délibérations du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2013, du 29 juin 2017, et du 22 juin 2023, révisé de manière simplifiée par délibération du Conseil Municipal du 8 mars 2007 et par délibération du Conseil de Communauté du 09 juillet 2009, et mis en compatibilité par délibération du Conseil de Communauté le 18 décembre 2014 et par arrêté préfectoral du 02 avril 2015,

Vu l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale en date du 25 janvier 2024 de dispense d'évaluation environnementale, rendu en application de l'article R. 104-35 du code de l'urbanisme, sur la Mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet pour l'aménagement d'un carrefour à PIBRAC confirmé par une délibération du Conseil de la Métropole en date du 4 avril 2024,

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint tenue le 29 mars 2024 joint au dossier d'enquête publique,

Vu la décision N°E24000035/31 de la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse en date du 21 mars 2024, désignant en qualité de commissaire enquêteur titulaire chargé de conduire la présente enquête publique : Monsieur Gérard BELLECOSTE et en qualité de commissaire enquêteur suppléant Monsieur Bernard LAUBARY,

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

Après avoir consulté le Commissaire Enquêteur, afin de déterminer les dates de réception du public ;

Considérant

Monsieur le Président arrête

Article 1 : Objet de l'enquête

La présente procédure a pour objet de permettre la réduction d'un Espace Boisé Classé (EBC) nécessaire à l'aménagement en carrefour giratoire du croisement des routes métropolitaines M24 – Route de Lévis et M24c - Chemin de la Chauge sur la commune de Pibrac.

Compte tenu de l'importance de sécuriser ce carrefour, Toulouse Métropole a décidé d'en faire valoir l'intérêt général par une déclaration de projet conformément à l'article L 300-6 du Code de l'urbanisme.

Article 2 : Autorité responsable du projet

Il s'agit de Toulouse Métropole, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe 6, Rue René Leduc - BP 35821-31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo).

Des informations peuvent être demandées au siège de Toulouse Métropole, auprès de la Direction Politique des Espaces Publics – Pôle Grands Projets qui conduit le projet d'aménagement du giratoire M24-M24c.

Article 3 : Dossier et durée de l'enquête

Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, composé des pièces administratives, de l'exposé de ses motifs, du procès verbal de la réunion d'examen conjoint, de l'avis émis par l'autorité environnementale, sera soumis à l'enquête publique pendant une durée de 24 jours consécutifs, du mardi 04 juin 2024 au jeudi 27 juin 2024.

L'enquête publique débutera le mardi 04 juin 2024 à 08h30 et prendra fin le jeudi 27 juin 2024 18h00. Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, en vertu du dernier alinéa de l'article L123-9 du code de l'environnement, prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête.

Enfin, l'enquête pourra être suspendue ou complétée dans les conditions définies par les articles L123- 14, R123-22 et R123-23 du code de l'environnement.

Article 4 : Désignation du Commissaire Enquêteur

Afin de conduire l'enquête publique la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné le 21 mars 2024 par décision N°E24000035/31 Monsieur Gérard BELLECOSTE en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire et Monsieur Bernard LAUBARY, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Article 5 : Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête

Le dossier soumis à enquête est consultable en version informatique sur le site internet de Toulouse Métropole (<https://metropole.toulouse.fr/plu-de-pibrac-procedures>) accessible 7j/7j et 24h/24h pendant la durée de l'enquête publique. Les documents y sont librement téléchargeables.

Un accès gratuit au dossier est garanti sur un poste informatique mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole 6, rue René Leduc -BP 35821-31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A – station Marengo) du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Le dossier d'enquête publique en version papier sera mis à la disposition du public:

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,

- à la mairie de Pibrac, Esplanade Sainte-Germaine, 31820 Pibrac. Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 18h.

Article 6 : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions et avoir accès aux registres d'enquête publique

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra consigner ses observations et propositions:

- sur un registre dématérialisé sécurisé accessible 7j/7j et 24h/24h via le site internet de Toulouse Métropole (<https://metropole.toulouse.fr/plu-de-pibrac-procedures>), la plateforme de participation Je Participe (<https://jeparticipe.metropole.toulouse.fr>) ou directement à l'adresse suivante <https://www.registre-numerique.fr/giratoire-pibrac-m24>;

- sur un registre papier établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé, préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, par Monsieur le Commissaire Enquêteur, ouverts:

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A – station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
- à la mairie de Pibrac, Esplanade Sainte-Germaine, 31820 Pibrac. Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 18h.

- par voie postale en adressant un courrier au Commissaire Enquêteur, au siège de l'enquête à Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc - BP 35821 - 31505 Toulouse Cedex 5 à faire parvenir pendant la durée de l'enquête publique, le cachet de la Poste faisant foi. Il est demandé d'inscrire sur l'enveloppe : « Enquête publique sur la mise en compatibilité du PLU de Pibrac A l'attention de M. Gérard Bellecoste, commissaire enquêteur ».

- par courrier électronique à l'adresse suivante: giratoire-pibrac-m24@mail.registre-numerique.fr

Le public aura accès au poste informatique mentionné à l'article 5 mis à disposition à Toulouse Métropole, afin de transmettre ses observations sur le registre dématérialisé sécurisé.

Les informations transmises par courrier électronique seront mises en ligne sur le registre dématérialisé pour être consultable par le public. Les courriers postaux seront annexés dans les meilleurs délais possibles au registre d'enquête déposé à Toulouse Métropole, siège de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les observations du public sont consultables et communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande.

L'ensemble des modalités de communication des observations du public exposé ci-dessus prend fin à la clôture de l'enquête publique, aux jours et heures mentionnés à l'article 3 du présent arrêté.

Article 7: Lieux, jours et heures où le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public

Le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences qu'il tiendra aux jours et heures suivants :

- **Mairie de Pibrac**, Hôtel de ville – Salle du Conseil Municipal - Esplanade Sainte Germaine 31820 Pibrac :

- **le vendredi 07 juin 2024 de 16h à 18h,**
- **le jeudi 20 juin de 10h à 12h.**

- **Mairie de Brax**, Salle du Conseil Municipal - 9 rue de la Mairie – 31490 Brax :

- **le mercredi 12 juin de 15h à 17h.**

Pendant sa permanence à la Mairie de Brax, le Commissaire Enquêteur recevra le public et ses observations. Le public n'aura pas la possibilité de consulter le dossier d'enquête papier ou de déposer

une contribution dans un registre papier car les dossiers et les registres d'enquête restent en Mairie de Pibrac et au siège de Toulouse Métropole.

Article 8 : Informations environnementales

Le dossier du projet de Mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac, comprenant une notice d'incidences du projet sur l'environnement qui a été transmis par Toulouse Métropole à l'autorité environnementale dans le cadre d'un examen au cas par cas, conformément aux articles R104-28 à R104-32 du Code de l'Urbanisme.

L'autorité environnementale dans sa décision rendue le 25 janvier 2024 et jointe au dossier d'enquête publique a décidé de ne pas soumettre à évaluation environnementale ce dossier. Toulouse Métropole, par délibération du 4 avril 2024 a acté la décision de l'autorité environnementale de non-réalisation d'une Évaluation Environnementale.

Article 9 : Publicité de l'enquête

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché au siège de Toulouse Métropole, à la mairie de Pibrac, de Brax ainsi que sur le site concerné par la déclaration de projet, 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis au public sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole (<https://metropole.toulouse.fr/plu-de-pibrac-procedures>) et de la commune de Pibrac (<https://ville-pibrac.fr>).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

Article 10 : Clôture des registres d'enquête

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, les registres déposés en Mairie de Pibrac et à Toulouse Métropole seront clos et signés par Monsieur le Commissaire Enquêteur.

L'envoi des courriers adressés par voie postale à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur, ainsi que la communication des observations du public par voie électronique prennent fin selon les mêmes modalités que ci-dessus.

Article 11 : Élaboration et remise du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur

Dans les huit jours de la réception des registres et des documents annexés, Monsieur le Commissaire Enquêteur rencontrera le responsable du projet pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, ce dernier disposant d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables avec recommandations et/ou réserves ou défavorables au projet.

A défaut d'une demande motivée de report de délai adressée à Monsieur le Président de Toulouse Métropole par Monsieur le Commissaire Enquêteur, ce dernier dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, pour transmettre à Monsieur le Président de Toulouse Métropole le rapport et les conclusions motivées, ainsi que l'exemplaire du dossier d'enquête déposé à

la Mairie de Pibrac et à Toulouse Métropole, siège de l'enquête publique, accompagnés des pièces annexées et des registres.

Monsieur le Commissaire Enquêteur adressera simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif.

Article 12 : Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur

Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole adresse une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur à Madame le Maire de Pibrac et à Monsieur le Préfet, pour y être tenue à disposition du public sans délai pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également mise à disposition du public pendant 1 an au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Direction de l'Urbanisme, Service Planification Urbaine.

Le rapport et les conclusions seront en outre publiés sur le site internet de Toulouse Métropole (<https://metropole.toulouse.fr/plu-de-pibrac-procedures>).

Article 13 : Décision adoptée à l'issue de l'enquête

Le Conseil de la Métropole adoptera la déclaration de projet, qui emportera approbation de la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis joints au dossier et du résultat de l'enquête.

Article 14 : Exécution du présent arrêté

Monsieur le Commissaire Enquêteur et Monsieur le Président de Toulouse Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

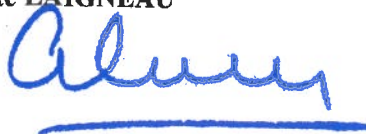
Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Toulouse Métropole – 6, rue René Leduc, BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 – et à la Mairie de Pibrac 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Toulouse, le 13 MAI 2024

La Vice Présidente

Annette LAIGNEAU



Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le : 13 MAI 2024

- Affiché au siège de Toulouse Métropole, le : 13 MAI 2024

- Affiché en mairie, le : 14 MAI 2024

- Publié le : 17 MAI 2024

Délibération n°DEL-24-0012

Projet d'aménagement du carrefour - M24 (Route de Lévigac) - M24c (Chemin de la Chauge) - Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac : poursuite de la procédure suite à l'avis conforme de la MRAE

L'an deux mille vingt-quatre le jeudi quatre avril à neuf heures vingt-huit, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Grande Halle - L'Union.

Participants

Afférents au Conseil :	133
Présents :	116
Procurations :	17
Date de convocation :	29 mars 2024

Présents

Aigrefeuille	M. Christian ANDRE
Aucamville	M. Gérard ANDRE
Aussonne	M. Michel BEUILLE, Mme Sylvie LLOUBERES
Balma	M. Frédéric LEMAGNER, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beaupuy	M. Marc FERNANDEZ
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	M. Pascal BOUREAU, M. Joseph CARLES, Mme Bernadette GUERY, M. Jean-Michel MAZARDO
Brax	M. Thierry ZANATTA
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO
Colomiers	Mme Sophie BOUBIDI, M. Patrick JIMENA, M. Thomas LAMY, Mme Josiane MOURGUE, M. Franck RIBEYRON, M. Arnaud SIMION, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET, M. Pierre VERNIOL
Cornebarrieu	Mme Dalila COUSIN, M. Alain TOPPAN
Cugnaux	M. Thomas KARMANN, Mme Marie-Hélène ROURE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Thierry DUHAMEL
Flourens	M. Jean-Pierre FOUCHOU-LAPEYRADE
Fonbeauzard	M. Robert GRIMAUD
Gagnac-sur-Garonne	M. Patrick BERGOUGNOUX
Gratentour	M. Patrick DELPECH
Launaguet	M. Michel ROUGE
Lespinasse	M. Alain ALENCON
L'Union	Mme Brigitte BEC, M. Marc PERE
Mondonville	Mme Véronique BARRAQUE ONNO
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Montrabé	M. Jacques SEBI
Pin-Balma	M. Gil BEZERRA
Quint-Fonsegrives	M. Jean-Pierre GASC
Saint-Alban	M. Alain SUSIGAN
Saint-Jean	M. Bruno ESPIC, Mme Céline MORETTO
Saint-Jory	M. Victor DENOUVION
Saint-Orens	M. Serge JOP

Seilh	M. Didier CASTERA
Toulouse	Mme Caroline ADOUE-BIELSA, M. Christophe ALVES, Mme Françoise AMPOULANGE, M. Olivier ARSAC, Mme Patricia BEZ, Mme Michèle BLEUSE, M. Jean-Jacques BOLZAN, M. Jean-Paul BOUCHE, Mme Maroua BOUZAIDA, M. Maxime BOYER, M. François BRIANÇON, M. Sacha BRIAND, Mme Hélène CABANES, M. François CHOLLET, M. Gaëtan COGNARD, M. Romain CUIVIES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, M. Aymeric DEHEURLES, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Cécile DUFRAISSE, M. Jonhny DUNAL, M. Jamal EL ARCH, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Isabelle FERRER, M. Vincent GIBERT, M. Francis GRASS, Mme Isabelle HARDY, Mme Caroline HONVAULT, Mme Valérie JACQUET VIOLLEAU, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Pierre LACAZE, Mme Annette LAIGNEAU, Mme Marion LALANE- DE LAUBADERE, M. Jean-Michel LATTES, M. Maxime LE TEXIER, Mme Marine LEFEVRE, Mme Hélène MAGDO, Mme Souhayla MARTY, M. Antoine MAURICE, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Nicolas MISIAK, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Julienne MUKABUCYANA, Mme Claire NISON, Mme Nina OCHOA, Mme Gnadang OUSMANE, Mme Julie PHARAMOND, Mme Agnès PLAGNEUX BERTRAND, M. Jean-François PORTARRIEU, M. Clément RIQUET, Mme Agathe ROBY, M. Daniel ROUGE, M. Thierry SENTOUS, M. Bertrand SERP, Mme Nadia SOUSSI, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Nicole YARDENI
Tournefeuille	M. Patrick CHARTIER, Mme Corinne CURVALE, M. Dominique FOUCHIER, Mme Corinne GINER, M. Laurent SOULIE
Villeneuve-Tolosane	Mme Agnès BENOIT-LUTMAN, M. Romain VAILLANT

Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
Mme Roseline ARMENGAUD	Jean-Pierre FOUCHOU-LAPEYRADE
Mme Sophie LAMANT	Marc FERNANDEZ
Mme Danielle PEREZ	Pascal BOUREAU
Mme Béatrice URSULE	Grégoire CARNEIRO
Mme Ana FAURE	Marie-Hélène ROURE
M. Albert SANCHEZ	Romain VAILLANT
Mme Patricia PARADIS	Michel ROUGE
M. Honoré NOUVEL	Pierre VERNIOL
Mme Camille POUPONNEAU	Corinne CURVALE
Mme Dominique FAURE	Serge JOP
Mme Fella ALLAL	Maroua BOUZAIDA
M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE	Jean-Michel LATTES
Mme Christine ESCOULAN	Claire NISON
M. Djillali LAHIANI	Nicolas MISIAK
Mme Odile MAURIN	Maxime LE TEXIER
Mme Brigitte MICOULEAU	Christophe ALVES
M. Philippe PERRIN	Thierry SENTOUS

Délibération n° DEL-24-0012

Projet d'aménagement du carrefour - M24 (Route de Lévis) - M24c (Chemin de la Chausse) - Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac : poursuite de la procédure suite à l'avis conforme de la MRAE

Exposé

Toulouse Métropole porte le projet de réalisation d'un giratoire à l'intersection des routes métropolitaines M24 (route de Lévis) et M24c (chemin de la Chausse). Cet aménagement a pour but de sécuriser l'accès vers la commune de Brax et la traversée des modes doux de la M24.

Ce projet avait été amorcé dès les années 2010 par le Département de la Haute-Garonne alors gestionnaire de l'infrastructure. Il a par la suite été poursuivi par Toulouse Métropole lors de la reprise des anciennes routes départementales (RD) dans le domaine métropolitain. Ce projet était alors compatible avec le PLUi-H de la métropole toulousaine, un emplacement réservé ayant été intégré aux fins de réalisation de ce giratoire.

L'annulation du PLUi-H a entraîné le retour du PLU de Toulouse Métropole, commune de Pibrac. Pour réaliser le projet prévu dans le cadre de ce PLU, il faut engager une démarche spécifique liée à la présence d'un Espace Boisé Classé (EBC).

Ainsi, Toulouse Métropole a engagé une procédure de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Pibrac afin de permettre la réalisation de ce projet dans le cadre d'une procédure de Déclaration de Projet.

L'unique objet de cette procédure est la réduction d'espaces boisés classés sur deux secteurs de part et d'autre de la M24, à l'angle de la M24c. Il a été conçu pour s'intégrer à la double logique des grands principes du futur PLUi-H et de la loi Climat et Résilience.

Dans le cadre de cette procédure de mise en compatibilité, et en application du décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, le présent projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac doit, en raison de sa possible incidence sur l'environnement, faire l'objet d'une évaluation environnementale soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas réalisé par l'Autorité Environnementale (AE) désignée à cet effet ou par la personne publique responsable avec avis conforme rendu par l'AE.

Toulouse Métropole, personne publique responsable, a ainsi saisi l'autorité environnementale pour avis conforme de l'examen au cas par cas qu'elle a produit.

Le 12 décembre 2023 a été transmis à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la région Occitanie, un dossier exposant le projet de mise en compatibilité du PLU commune de Pibrac et des incidences sur l'environnement selon le 2° de l'article R. 104-34 du code de l'urbanisme.

Ce dossier conclut que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, qui nécessiteraient la réalisation d'une évaluation environnementale.

En effet, l'unique objet de la procédure de mise en compatibilité ne présente pas de nouveau risque d'impact potentiel notable sur l'environnement au niveau du document d'urbanisme :

- les modifications proposées sont spatialement très limitées (0,13Ha). Les surfaces concernées représentent une superficie totale inférieure à l'hectare et au 1/ millième du territoire communal,
- les aléas du site (zone inondable, retrait-gonflement d'argile, nature des sols...) ont bien été identifiés et pris en compte dans les études de détail et les prescriptions travaux à venir,
- l'enjeu environnemental sur les zones concernées est limité au regard notamment de la continuité d'espaces boisés classés qui persistera autour du ruisseau Le Courbet malgré la réduction de protection proposée localement au niveau de la traversée de la M24. Les ajustements objets de la mise en compatibilité ne sont pas de nature à déstabiliser les continuités écologiques en place.

L'objet de la procédure relève de la réduction d'une protection. Toutefois l'ampleur de cette évolution est compensée par les apports de sécurité routière apportés par le projet porté par Toulouse Métropole.

Le 25 janvier 2024, la MRAe Occitanie a rendu un avis conforme à la non réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac aux fins de réalisation d'un giratoire à l'intersection des routes métropolitaines M24 (route de Lévigac) et M24c (chemin de la Chauge).

La présente délibération a pour objet, conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, de décider de suivre l'avis de l'autorité environnementale de ne pas réaliser d'évaluation environnementale pour le projet mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac, et de poursuivre la procédure.

Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II,

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,

Vu le décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 à R.104-39, ses articles L.153-54 à L.153-59 et ses articles R.153-15 à 17,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 suite à l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018,

Vu le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) adopté par délibérations du 28 juin 2018, du 27 juin 2019 et du 26 septembre 2022,

Vu le Pacte Métropolitain pour l'Habitat adopté par délibération du 14 octobre 2021,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse métropole, Commune de Pibrac approuvé par délibération du 8 avril 2003 et dont la 5ème modification a été approuvée par délibération du 22 juin 2023,

Vu l'avis conforme de la MRAe en date du 25 janvier 2024 dispensant d'évaluation environnementale le dossier de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac aux fins de réalisation du projet d'aménagement du carrefour M24 (Route de Lévigac) – M24c (Chemin de la Chauge),

Vu l'avis favorable de la Commission Voirie du 12 mars 2024,

Considérant que l'unique point d'objet du projet de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac ne présente pas par nature de nouveau risque d'impact potentiel notable sur l'environnement au niveau du document d'urbanisme,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1

De poursuivre la procédure de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac – Projet d'aménagement du carrefour M24 (Route de Lévigac) – M24c (Chemin de la Chauge).

Article 2

Sur la base de l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe), de ne pas soumettre le dossier à évaluation environnementale dans la mesure où ce projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Article 3

De joindre au dossier d'enquête publique de la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Pibrac, conformément à l'article R.104-35 du Code de l'urbanisme, l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la région Occitanie (ou la mention de son caractère tacite, ainsi que le formulaire mentionné à l'article R104-34 du Code de l'urbanisme).

Article 4

De dire que la présente délibération sera affichée durant un mois au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de Pibrac, conformément aux articles R.104-37, R.143-15, R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme.

Article 5

De préciser que la présente délibération sera exécutoire après sa transmission au représentant de l'État, sa publication sous forme électronique, en vertu des articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales, et l'accomplissement des mesures d'affichage édictées à l'article 3 ci-dessus.

Article 6

D'indiquer qu'en vertu de l'article R.153-22 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera publiée sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 du Code de l'urbanisme, au moment de l'approbation du PLU.

Article 7

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes afférents.

Résultat du vote :

Pour 124

Contre 0

Abstentions 9 (Mmes MAGDO, HARDY, CABANES, BLEUSE, BOUBIDI, MM. MAURICE, CUJIVES, CHARTIER, KARMANN.)

Non participation au vote 0

Publié le : - 9 AVR. 2024

Reçu à la Préfecture le - 9 AVR. 2024

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,



Jean-Luc MOUDENC



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Inspection générale de l'environnement
et du développement durable

Avis conforme
de dispense d'évaluation environnementale,
rendu en application de l'article R. 104-35 du code de l'urbanisme,
sur la Mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet pour
l'aménagement d'un carrefour à PIBRAC (31)

N°Saisine : 2023-012644

N°MRAe : 2024ACO15

Avis émis le 25 janvier 2024

La mission régionale d'Autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R. 122-6 du code de l'environnement ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-35 ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 21 septembre 2020, 23 novembre 2021, 24 décembre 2021, 24 mars 2022, 28 septembre 2022, 19 juillet 2023 et 4 septembre 2023 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 29 septembre 2022, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour adopter les avis ;

Vu la demande d'avis conforme dans le cadre d'un examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n° 2023-012644 ;**
- **mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet pour l'aménagement d'un carrefour à PIBRAC (31) ;**
- **déposée par la personne publique responsable Toulouse Métropole ;**
- **reçue le 12 décembre 2023 ;**

Considérant qu'au regard des éléments transmis par la personne publique responsable et des enjeux connus par la MRAe, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Rend l'avis conforme qui suit :

Article 1^{er}

Le projet de mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet pour l'aménagement d'un carrefour à PIBRAC (31), objet de la demande n°2023-012644, ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

Le présent avis conforme sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Article 2

Le présent avis sera publié sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Cet avis a été adopté par délégation par Philippe JUNQUET conformément aux règles de délégation interne à la MRAe (décision du 07 janvier 2022). Ce dernier atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.